

Questions orales

La démocratie exige le respect de la liberté d'expression de ces personnes. Qu'ils soient dirigeants d'entreprise ou autre chose, tous les Canadiens doivent avoir la liberté d'exprimer leur opinion au lieu d'être forcés par le chantage à s'afficher comme fédéralistes. Il n'est pas très noble d'être fédéraliste sous la menace du chantage.

[Français]

Monsieur le Président, le premier ministre ne reconnaît-il pas que l'intervention faite hier par le vice-président de Spar Aerospace auprès de ses employés est le résultat concret de l'opération conscription d'entreprises par laquelle Ottawa pousse les gens d'affaires à se prononcer pour le non?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout le monde a le droit de s'exprimer, y compris les chefs d'entreprises. Et ils ont l'obligation de dire à leurs employés. . .

Des voix: Ah, ah!

M. Chrétien (Saint-Maurice): Oui, ils ont l'obligation de le dire.

M. Leroux (Richmond—Wolfe): Pas par des moyens de chantage.

M. Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, depuis quand la vérité, c'est du chantage? Depuis quand, lorsqu'on dit aux citoyens que leur avenir économique et politique est en danger, c'est du chantage?

Nous, nous disons la vérité; nous ne cherchons pas à poser des questions truquées avec des virages et des mirages. Ce que nous voulons dire aux Québécois, c'est la vérité. Et nous avons prouvé au Canada que nous pouvons vivre ensemble, même si nous ne sommes pas tous de même langue et de même couleur. Rien ne me fait plus plaisir que de voir le meilleur exemple de ce qu'on peut avoir au Canada dans les tribunes aujourd'hui: des joueurs de hockey qui ont travaillé ensemble.

[Traduction]

Ils ont montré qu'ils pouvaient devenir les meilleurs au monde, francophones et anglophones, et tous fiers d'être Canadiens.

• (1425)

[Français]

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, il est inquiétant de constater que le premier ministre, pour faire triompher sa vérité, est prêt à utiliser tous les moyens, y compris ceux de cautionner les documents où on préconise le chantage à l'endroit des entreprises.

Le premier ministre continue de prétendre que c'est tout à fait normal. Imaginez! C'est tout à fait normal qu'Industrie Canada fiche systématiquement les opinions politiques des dirigeants d'entreprises québécoises. C'est tout à fait normal pour le premier ministre qu'on invoque, dans un document gouvernemental, des moyens de tordre le bras aux entreprises québécoises pour les faire voter dans le sens où le premier ministre le voudrait.

Alors que le document d'Industrie Canada évoque la position politique de plusieurs dirigeants d'entreprises, qu'on y fait un inventaire des subventions qui leur sont accordées, qu'on évoque la menace de couper des subventions à Spar, Pratt & Whitney ou Canadian Marconi, comment prétendre encore qu'il s'agit d'un simple dossier économique, plutôt qu'un dossier politique pour l'unité spéciale du bureau du premier ministre?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, franchement, ils sont vraiment désespérés les gens du Bloc québécois. Il y a deux jours, on se faisait accuser de ne rien donner au Québec en recherche et développement.

Vous vous rappelez, messieurs les députés, monsieur le Président?

Des voix: Oui.

M. Chrétien (Saint-Maurice): On n'en faisait pas assez. Aujourd'hui, on en fait trop parce qu'on dit aux citoyens du Québec qu'ils se sont développés dans ces secteurs parce que le gouvernement fédéral était là. Ça fait 25 ans que le gouvernement fédéral donne des subventions à ces entreprises—là. Ce ne sont pas des subventions qui sont données parce qu'un référendum s'en vient. Cela fait 25 ans qu'on a développé des programmes d'aide à l'industrie qui ont permis à des travailleurs du Québec, dans certains secteurs, d'en arriver aujourd'hui à vendre à travers le monde.

C'est pourquoi les chefs d'entreprises qui ont réussi avec l'aide du gouvernement fédéral à développer ces entreprises veulent les garder, pour le bénéfice des travailleurs de ces usines.

M. Beaudoin a probablement un assez bon compte en banque. Donc, s'il y a un désastre, ce n'est pas lui qui sera dans la misère, ce seront les pères de famille qui travaillent dans ses usines. Ce sont ces gens—là qu'on veut protéger, au lieu de plonger dans le noir, dans l'aventure que ces gens—là veulent faire avec les Québécois. Les Québécois savent qu'ils vivent au Canada, le meilleur pays au monde, et le 30 octobre, ils vont voter pour le Canada.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, si le premier ministre veut parler de recherche et développement, il devrait constater et admettre devant les caméras et devant cette Chambre que son document préparé par ses fonctionnaires confirme les chiffres que l'opposition officielle avançait cette semaine pour montrer que seulement 17 p. 100 de toute la recherche et développement se fait au Québec, alors qu'on devrait avoir beaucoup plus que cela. On devrait avoir au moins 30 p. 100.

Oui, monsieur le Président, ce n'est pas être désespéré que de demander la franchise, de demander une déclaration claire du premier ministre, une admission qu'il devrait faire.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: La question, s'il vous plaît.

M. Gauthier: Dans une société démocratique comme la nôtre, comment le premier ministre peut-il trouver normal et essayer de l'expliquer à cette Chambre, qu'un groupe de fonctionnaires de l'unité spéciale d'opérations du gouvernement fédéral rattachée à son bureau viole systématiquement la Charte des droits et